Démarche : Culture et Justice en Occitanie (2026)

Organisme : DRAC Occitanie | Pôle Action culturelle et territoriale (Culture & Justice)

Identité du demandeur

Email	
Etablissement	
SIRET	
Dénomination	
Forme juridique	

Formulaire

Cet espace vous permet de déposer en ligne un dossier de candidature à l'appel à projets Culture et Justice en Occitanie.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur : https://www.culture.gouv.fr/demarches-en-ligne/Par-type-de-demarche/Appels-a-projets-candidatures/culture-et-justice

<u>Public(s) éligible(s)</u> : associations, entreprises privées, entreprises publiques locales, établissements publics / services de l'État

🔐 < strong>Le projet doit obligatoirement être co-construit avec un service justice du territoire. </ strong>

Pour accéder au formulaire, merci de saisir le SIRET de la structure culturelle partenaire porteuse du projet.

Pour toute question sur la démarche, vous pouvez contacter le Pôle action culturelle et territoriale de la DRAC Occitanie, dont les coordonnées figurent ci-dessous

Co-construction de la demande

Votre dossier doit impérativement être co-construit avec le SPIP ou la PJJ concernée. Pour inviter votre correspondant à remplir ce dossier, cliquez sur le bouton "Inviter une personne à modifier ce dossier" en haut à droite.

Les instructeurs de votre dossier pourront vérifier le caractère co-construit de la demande.

Attention : si plusieurs personnes complètent le formulaire, veillez à ne pas supprimer les données déjà complétées (sauf si accord entre les différents porteurs du projet). La suppression est irréversible.

Cahier des charges Culture & Justice Occitanie 2026

Vous pouvez télécharger le cahier des charges de l'appel à projets Culture & Justice Occitanie 2026 en cliquant ci-dessous.

Informations préliminaires : données personnelles

Recueil des données personnelles par le ministère de la Culture

En remplissant le présent formulaire, vous consentez à ce que l'administration exploite vos données personnelles afin d'instruire votre demande et effectuer des suivis statistiques.

Pour en savoir plus sur le traitement des données à caractère personnel par le ministère de la Culture dans le cadre de cette démarche, vous pouvez télécharger le document cidessous :

Recueil des données personnelles par Démarches Simplifiées

Pour en savoir plus sur le traitement des données à caractère personnel par le portail demarches-simplifiees.fr, rendez-vous à l'adresse : https://doc.demarches-simplifiees.fr/cgu#toc108111743 (CGU, article 6).

Formulaire de demande

Vous êtes Cochez la mention applicable, une seule valeur possible Une association
Un établissement public / service de l'État
☐ Un organisme privé
☐ Une collectivité territoriale
Fréquence / récurrence Cochez la mention applicable, une seule valeur possible Première demande
Renouvellement (ou poursuite)
Avez-vous sollicité un autre financeur public pour le présent projet ? Le détail des autorités administratives sollicitées (nom et montant) est à détailler dans le budget du projet, dans la part 4 ci-après.
Cochez la mention applicable Oui
Non
Votre structure bénéficie-t-elle d'une licence d'entrepreneurs du spectacle ? Cochez la mention applicable Oui
□ Non
Indiquez votre (vos) numéro(s) de licence(s) d'entrepreneurs du spectacle Format : PLATESV-D-2022-12345678 ou PLATESV-R-12345678
L'association est-elle affiliée à un réseau, une union ou une fédération ? Cochez la mention applicable Oui

Culture et Justice en Occitanie (2026)
Non
Noms des réseaux, unions ou fédérations
Teoris des reseaux, omoris de rederacions
1. Identité des partenaires culture et justice
1.1. Identité du demandeur (partenaire culturel)
Précision Nous avons récupéré auprès de l'INSEE et d'Infogreffe les informations suivantes concernant votre structure : dénomination, sigle, adresse du siège social, statut, nombre de salariés le cas échéant, numéro SIREN, numéro RNA le cas échéant. Ces informations seront jointes automatiquement à votre dossier.
Numéro du récépissé en préfecture Le cas échéant, si vous n'avez pas encore de RNA.
L'adresse de correspondance est Cochez la mention applicable, une seule valeur possible L'adresse du siège social
☐ Une autre adresse
Adresse de correspondance
Site Internet de la structure Le cas échéant.
Représentant légal de la structure
Civilité Mme
Prénom
riellolli
Nom

Culture et Justice en Occitanie (2026)
Numára da tálánhana
Numéro de téléphone
Adresse électronique
Personne chargée du suivi du présent dossier
La personne en charge du suivi du dossier est Cochez la mention applicable, une seule valeur possible Le représentant légal de la structure
Une autre personne
Civilité Mme
<u>м.</u>
Prénom
Nom
Fonction
Numéro de téléphone
Advance (In characierus
Adresse électronique
1.2. Identité du partenaire justice
SPIP ou service/établissement PJJ
Nom de l'établissement ou du service
Si vous êtes un service de la PJJ, nom de l'unité
Adresse postale

Coordinateur culturel SPIP ou éducateur PJJ référent

Civilité Mme
Prénom
Nom
Numéro de téléphone
Adresse électronique
Souhaitez-vous ajouter un autre référent ? Cochez la mention applicable Oui
□ Non
Civilité Mme
Prénom
Nom
Numéro de téléphone
·
Adresse électronique
Adresse electronique
2.1. Présentation du projet
Territoire(s) du projet
Département(s) concerné(s) par le projet Si le projet concerne plusieurs départements, sélectionnez tous les départements concernés.
Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles 1 09 - Ariège
□ 11 - Aude

Culture et Justice en Occitanie (2026)
12 - Aveyron
☐ 30 - Gard
31 - Haute-Garonne
☐ 32 - Gers
34 - Hérault
☐ 46 - Lot
48 - Lozère
65 - Hautes-Pyrénées
66 - Pyrénées-Orientales
□ 81 - Tarn
82 - Tarn-et-Garonne
Communa (a) compour é a (a) com la que int
Commune(s) concernée(s) par le projet Commune
Commune
Commune
Commune
Votre demande est-elle adressée à la politique de la ville ? Cochez la mention applicable Oui
Votre demande est-elle adressée à la politique de la ville ? Cochez la mention applicable
Votre demande est-elle adressée à la politique de la ville ? Cochez la mention applicable Oui Non
Votre demande est-elle adressée à la politique de la ville ? Cochez la mention applicable Oui
Votre demande est-elle adressée à la politique de la ville ? Cochez la mention applicable Oui Non
Votre demande est-elle adressée à la politique de la ville ? Cochez la mention applicable Oui Non Intitulé du projet Domaine culturel et artistique principal Cochez la mention applicable, une seule valeur possible
Votre demande est-elle adressée à la politique de la ville ? Cochez la mention applicable Oui Non Intitulé du projet Domaine culturel et artistique principal Cochez la mention applicable, une seule valeur possible Archéologie
Votre demande est-elle adressée à la politique de la ville ? Cochez la mention applicable Oui Non Intitulé du projet Domaine culturel et artistique principal Cochez la mention applicable, une seule valeur possible Archéologie Architecture
Votre demande est-elle adressée à la politique de la ville ? Cochez la mention applicable Oui Non Intitulé du projet Domaine culturel et artistique principal Cochez la mention applicable, une seule valeur possible Archéologie Architecture Arts de la rue
Votre demande est-elle adressée à la politique de la ville ? Cochez la mention applicable Oui Non Intitulé du projet Domaine culturel et artistique principal Cochez la mention applicable, une seule valeur possible Archéologie Architecture Arts de la rue Arts visuels
Votre demande est-elle adressée à la politique de la ville ? Cochez la mention applicable Oui Non Intitulé du projet Domaine culturel et artistique principal Cochez la mention applicable, une seule valeur possible Archéologie Architecture Arts de la rue Arts visuels Audiovisuel
Votre demande est-elle adressée à la politique de la ville ? Cochez la mention applicable Oui Non Intitulé du projet Domaine culturel et artistique principal Cochez la mention applicable, une seule valeur possible Archéologie Archéologie Arts de la rue Arts visuels Audiovisuel Cinéma

Culture et Justice en Occitanie (2026)
☐ Langue française et langues de France
Livre et Lecture
Maîtrise du français
☐ Marionnettes
☐ Médias
Monuments historiques
☐ Musées
☐ Musique
☐ Numérique
☐ Théâtre
Domaine(s) culturel(s) et artistique(s) secondaire(s) Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles Archéologie
☐ Architecture
Arts de la rue
Arts visuels
☐ Audiovisuel
☐ Cinéma
Cirque
Danse
☐ Ethnologie
☐ Langue française et langues de France
Livre et Lecture
Maîtrise du français
☐ Marionnettes
☐ Médias
Monuments historiques
☐ Musique
☐ Musées
☐ Numérique
☐ Théâtre

Informations - Dans cette partie veillez à répondre aux questions : qui, quoi, où, quand, comment, pourquoi.

- A titre de référencement, la convention régionale Culture-Justice signée le 23 novembre 2021 fait mention de deux axes de travail prioritaires qui sont l'éducation aux médias et à l'information et la lutte contre l'illettrisme.

Dans quelle priorité déclinée de la convention Culture-Justice, votre projet s'inscrit-il ? Cochez la mention applicable, une seule valeur possible Priorité 1 : Lutte contre l'illettrisme élargie à la maîtrise de la langue française (écriture, lecture, chant, oralité)
Priorité 2 : Éducation aux médias et à l'information, la lutte contre les fausses informations et l'esprit critique
Contexte dans lequel s'inscrit le projet Il est important de contextualiser ce projet en décrivant les raisons qui en motivent la mise en œuvre.
Objectifs du projet Présentez l'objectif général du projet ainsi que les objectifs spécifiques qui l'accompagnent.
Description du projet (qui ne peut être une saison culturelle) et déclinaison des actions envisagées Déclinez les objectifs opérationnels, les actions, activités ou opérations mises en œuvre, afin de donner une vision concrète et construite du projet. Les financeurs potentiels doivent percevoir ce que vous souhaitez réaliser pour
atteindre l'objectif général.
Préciser les actions qui relèvent de la priorité régionale sélectionnée ci-dessus (Lutte contre l'illettrisme et Education aux médias et à l'information)
Indicateurs et méthodes d'évaluation Indicateurs proposés au regard des objectifs ci-dessus. Exemples : public touché, conformité des travaux, fréquentation, types de publics, degré de satisfaction des visiteurs, etc.

Restitution

Pour les personnes mineures

Culture et Justice en Occitanie (2026) Une attention particulière sera portée au fait que les participants aux actions ne doivent pas être reconnaissables pour garantir leur anonymat. Aussi aucun des visuels pris ou élaborés dans le cadre du projet ne doit comporter le visage des participants. Les autorisations des responsables légaux doivent être préalablement recueillies tant sur la participation aux actions que sur l'exploitation des productions artistiques au regard de la règlementation applicable selon les directions. Pour les personnes majeures Toute action de valorisation des œuvres (audio, texte, vidéo, dessin, ...) hors de l'établissement doit faire l'objet d'une autorisation préalable du chef d'établissement, du SPIP et de la direction interrégionale des services pénitentiaires.
 Les participants doivent explicitement fournir leur consentement pour toute valorisation et mentionner par écrit leur consentement pour une apparition visage non flouté. Une demande d'autorisation de sortie peut être refusée ou accordée sous certaines conditions dans certains cas particuliers (risque pour la sécurité des personnes, de l'établissement, des victimes, ...). Une restitution du projet est-elle prévue? Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles ☐ Une restitution interne ☐ Une restitution externe Pas de restitutions Actions de valorisation au sein de l'établissement pénitentiaire ou du service PJJ Une attention particulière sera portée au fait que les participants aux actions ne doivent pas être reconnaissables pour garantir leur anonymat. Aussi aucun des visuels pris ou élaborés dans le cadre du projet ne doit comporter le visage des participants.

Actions de valorisation à l'extérieur de l'établissement pénitentiaire ou du service PJJ

Une attention particulière sera portée au fait que les participants aux actions ne doivent pas être reconnaissables pour garantir leur anonymat. Aussi aucun des visuels pris ou élaborés dans le cadre du projet ne doit comporter le visage des participants.

ı			
ı			
ı			
ı			
ı			
ı			
ı			
ı			
ı			
ı			
ı			
ı			
ı			
ı			
ı			

Informations sur les communications

Les projets retenus doivent faire apparaître sur tous les supports de communication :

- •les logos du préfet de région et du ministère de la Justice,
- •la mention « Avec le soutien de la Drac Occitanie et (de l'administration concernée : DISP de Toulouse et/ou DIRPJJ) dans le cadre du dispositif Culture Justice »

Culture et Justice en Occitanie (2026) Une attention particulière sera portée au fait que les participants aux actions ne doivent pas être reconnaissables pour garantir leur anonymat. Aussi aucun des visuels pris ou élaborés dans le cadre du projet ne doit comporter le visage des participants. Au regard de la règlementation applicable selon les directions. Culture et Justice en Occitanie (2026) Une attention participants aux actions ne doivent pas être reconnaissables pour garantir leur anonymat. Aussi aucun des visuels pris ou élaborés dans le cadre du projet ne doit comporter le visage des participants. Au regard de la règlementation applicable selon les directions.
Pour la DRAC : •Tony Simoné, 07 60 58 86 22, tony.simone@culture.gouv.fr
Pour la Justice •DISP : Eric Dingli, 05 62 30 58 01, eric.dingli@justice.fr •DISP : Emilie Betaillouloux, 05 62 30 28 84, emilie.betaillouloux@justice.fr •DIRPJJ : Marie-Laure Daniel dit Andrieu, 05 61 00 79 32, comm.dirpjj-sud@justice.fr
Informations complémentaires sur le projet
Autre(s) précision(s) relevant de la présentation générale du projet Exemples : agrément(s) administratif(s), reconnaissance d'utilité publique, assujettissement aux impôts commerciaux, liste des adhérents personnes morales, etc.
Documents complémentaires relatifs au projet Pièce justificative à joindre en complément du dossier Document
Pièce justificative à joindre en complément du dossier Document
Pièce justificative à joindre en complément du dossier Document
2.2. Bénéficiaires du projet
Votre projet a-t-il une dimension de mixité des publics ? Femmes/hommes – intergénérationnel, personnes en situation de handicap, etc.
Cochez la mention applicable Oui
Non
Dimension(s) de mixité des publics Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles Femmes/hommes
☐ Intergénérationnelle
Personnes en situation d'handicap
Autre(s)
Précisez votre/vos autre(s) choix

Culture et Justice en Occitanie (2026)	
Nombre total de personnes sous main de justice	
Tranches d'âge des participants	
Dont nombre de personnes mineures	
dont femmes mineures	
dont hommes mineurs	
don't nommes mineurs	
Dont nombre de personnes majeures	
dont femmes majeures	
dont hommes majeurs	
Informations complémentaires sur les bénéficiaires du projet (si besoin) Caractéristiques sociales, dans le respect des valeurs d'égalité et de fraternité de la République (ouverture : égalité femmes-hommes, non-discrimination), nombre, âge, sexe, résidence, participation financière évent	
2.3. Intervenants impliqués dans le projet	
Informations Conformément à la note numéro <a _blank"="" href="https://www.justice.gouv.fr/note-du-</th><th>21-juillet-</th></tr><tr><th>2022-relative-mise-oeuvre-services-direction-protection-judiciaire-jeunesse-du-c target=">JUSF2221181N du 21 juillet 2022 ., les services de la justice s	
réservent le droit d'effectuer un contrôle de probité en amont de toute validati	
(Bulletin n°2, n°3, FIJAIS et FIJAIT). Cette vérification est susceptible d'entraîner l'annulation de l'intervention sans dédommagement	
Intervenants	
Prénom et nom de l'intervenant	
Nombre d'heures de préparation Un temps de préparation peut être pris en compte s'il reste inférieur à un tiers du nombre d'heure d'interv	ention en
Nombre d'heures de préparation Un temps de préparation peut être pris en compte s'il reste inférieur à un tiers du nombre d'heure d'intervinteraction avec les personnes détenues ou de jeunes sous main de justice.	ention en

Culture et Justice en Occitanie (2026) Nombre d'heures d'intervention
Taux horaire Pour information, le calcul de la subvention de la DRAC s'appuie notamment sur 50 euros TTC de l'heure pour l'intervention d'un artiste.
Autre intervenant ? Pour ajouter un intervenant, cliquez sur le bouton "+ Ajouter un élément pour « Intervenants »" sous le bloc. Répétez autant de fois que nécessaire.
Prénom et nom de l'intervenant
Nombre d'heures de préparation Un temps de préparation peut être pris en compte s'il reste inférieur à un tiers du nombre d'heure d'intervention en interaction avec les personnes détenues ou de jeunes sous main de justice.
Nombre d'heures d'intervention
Taux horaire Pour information, le calcul de la subvention de la DRAC s'appuie notamment sur 50 euros TTC de l'heure pour l'intervention d'un artiste.
Autre intervenant? Pour ajouter un intervenant, cliquez sur le bouton "+ Ajouter un élément pour « Intervenants »" sous le bloc. Répétez autant de fois que nécessaire.
Prénom et nom de l'intervenant
Nombre d'heures de préparation Un temps de préparation peut être pris en compte s'il reste inférieur à un tiers du nombre d'heure d'intervention en interaction avec les personnes détenues ou de jeunes sous main de justice.
Nombre d'heures d'intervention
Taux horaire Pour information, le calcul de la subvention de la DRAC s'appuie notamment sur 50 euros TTC de l'heure pour l'intervention d'un artiste.

Autre intervenant?

Pour ajouter un intervenant, cliquez sur le bouton "+ Ajouter un élément pour « Intervenants »" sous le bloc. Répétez autant de fois que nécessaire.

Culture et Justice en Occitanie (2026) Nombre d'heures total d'intervention
Total du temps effectif d'intervention de tous les intervenants auprès des bénéficiaires.
Volume horaire général Total du temps effectif d'intervention et du temps de préparation de tous les intervenants auprès des bénéficiaires.
Rôle de chaque partenaire dans la mise en place du projet Notamment auprès des participants (pour le personnel éducatif : « faire avec » éducateur /jeune, participation passive, non-participationet justification)
2.4. Calendrier
Date prévisionnelle de début de projet
Date prévisionnelle de fin de projet
Calendrier d'intervention Durée du projet, fréquence des interventions, etc.
2.5. Moyens humains la structure culturelle affectés au projet
Vous n'êtes pas concerné(e) par cette partie.
Personnels participant activement au projet Pour chacune des catégories de personnes participant activement au projet, indiquez le nombre de personnes puis le nombre en équivalent temps plein travaillé (ETPT) . Indiquez "0" le cas échéant.
Nombre de bénévoles
Nombre de bénévoles (ETPT)
Nombre de salariés
Nombre de salariés (ETPT)

Culture et Justice en Occitanie (2026)
dont salariés en CDI
dont salariés en CDI (ETPT)
destructe tite on CDD
dont salariés en CDD
dont salariés en CDD (ETPT)
dont emplois aidés Sont comptabilisés ici comme emplois aidés tous les postes pour lesquels l'organisme bénéficie d'aides publiques contrats d'avenir, contrats uniques d'insertion, conventions adulte-relais, emplois tremplin, postes FONJEP, etc.
dont emplois aidés (ETPT)
Nombre de volontaires (services civiques,)
Nombre de volontaires (ETPT)
Informations complémentaires
Est-il envisagé de procéder à un (ou des) recrutement(s) pour la mise en œuvre du projet ? Cochez la mention applicable Oui
Non
Combien ? (ETPT)
Commentaire éventuel sur les moyens matériels et humains
3. Attestations
Je soussigné(e)
Prénom et nom
en ma qualité de
Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

Culture et Justice en Occitanie (2026)
Personne dûment habilitée (mandataire)
déclare :
représentant légal de la structure, déclare :
que la structure est à jour de ses obligations administratives, comptables, sociales et fiscales (déclarations et paiements correspondants) Cochez la mention applicable Oui
Non
exactes et sincères les informations du présent formulaire, notamment relatives aux demandes de subventions déposées auprès d'autres financeurs publics Cochez la mention applicable Oui
□ Non
que l'association respecte les principes et valeurs de la Charte des engagements réciproques conclue le 14 février 2014 entre l'État, les associations d'élus territoriaux et le Mouvement associatif, ainsi que les déclinaisons de cette charte Cochez la mention applicable Oui
□ Non
que l'association souscrit au contrat d'engagement républicain annexé au décret pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations Cochez la mention applicable Oui
□ Non
que la structure a perçu un montant total et cumulé d'aides publiques (subventions financières, en numéraire ou en nature) sur les trois derniers exercices (dont exercice en cours) Cochez la mention applicable, une seule valeur possible Inférieur ou égal à 750.000 €
Supérieur à 750.000 €
que le montant total du budget prévisionnel du projet s'élève à Montant en euros (ne pas indiquer les centimes d'euros)
demander un financement total de Montant en euros (ne pas indiquer les centimes d'euros)
demander un financement à/au Veuillez faire en sorte que dans le budget, les financements Culture et Justice soient égaux.
Cochez la mention applicable, plusieurs valeurs possibles La DRAC

Culture et Justice en Occitanie (2026)
☐ La DISP
La PJJ (en fonction de modalités particulières)
d'un montant de (DRAC) Montant en euros (ne pas indiquer les centimes d'euros)
d'un montant de (SPIP) Montant en euros (ne pas indiquer les centimes d'euros)
d'un montant de (PJJ) Montant en euros (ne pas indiquer les centimes d'euros)
que cette subvention, si elle est accordée, sera versée sur le compte bancaire de la structure Cochez la mention applicable Oui
Non
Accord des deux structures partenaires La structure culturelle atteste avoir pris connaissance et être d'accord avec tous les éléments du projet (éléments budgétaires et tous les contenus présents dans le projet) Cochez la mention applicable Oui
Non
L'établissement ou le service Justice (pour la DISP, le coordinateur culturel) atteste avoir pris connaissance et être d'accord avec tous les éléments du projet (éléments budgétaires et tous les contenus présents dans le projet) Cochez la mention applicable Oui
Non
4. Pièces justificatives à joindre au dossier
Pièce justificative à joindre en complément du dossier Fiche de validation signé par le Chef d'établissement et par le Directeur fonctionnel des services pénitentiaires d'insertion et de probation
Veuillez télécharger, remplir et joindre le modèle ci-dessous (en cas d'échec de téléchargement du modèle, veuillez actualiser la page Internet).
Pièce justificative à joindre en complément du dossier CV des artistes
Merci de joindre tous les CV en un seul fichier.
Pièce justificative à joindre en complément du dossier

Culture et Justice en Occitanie (2026) Pièce justificative à joindre en complément du dossier ☐ RIB Format PDF. Le nom et l'adresse éventuellement présents sur le RIB doivent correspondre exactement aux informations de l'avis Pièce justificative à joindre en complément du dossier Bilan de l'action Culture & Justice de l'année n-1 (prévisionnel le cas échéant) Vous avez bénéficié d'un financement au titre de l'appel à projets Culture & DRAC Occitanie de l'année n-1 Veuillez télécharger, remplir et joindre le modèle ci-dessous (en cas d'échec de téléchargement du modèle, veuillez actualiser la page Internet). Pièce justificative à joindre en complément du dossier ☐ Budget du projet (en TTC) Veuillez télécharger, remplir et joindre le modèle ci-dessous (en cas d'échec de téléchargement du modèle, veuillez actualiser la page Internet). Pièce justificative à joindre en complément du dossier ☐ Budget de l'association Détaillez le budget global de l'association, englobant le coût total du projet. Pour une demande de subvention au titre du fonctionnement global de l'association, ce budget est égal au budget du projet. Veuillez télécharger, remplir et joindre le modèle ci-dessous (en cas d'échec de téléchargement du modèle, veuillez actualiser la page Internet). Pièce justificative à joindre en complément du dossier Moyens humains au 31 décembre de l'année écoulée Veuillez télécharger, remplir et joindre le modèle ci-dessous (en cas d'échec de téléchargement du modèle, veuillez actualiser la page Internet). Pièce justificative à joindre en complément du dossier Compte annuel clos ou état financier approuvé du dernier exercice clos L'association a-t-elle perçu, au cours des trois derniers exercices, des subventions au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'État? (dont l'exercice en cours) Par exemple : Décision Almunia, règlement de minimis, régime d'aide pris sur la base du RGEC, etc. Cochez la mention applicable Oui ☐ Non Pièce justificative à joindre en complément du dossier $\centsymbol{\mathsf{T}}$ Déclaration des aides perçues, au cours des trois derniers exercices, au titre d'un texte relevant de la réglementation européenne des aides d'État

Veuillez télécharger, remplir et joindre le modèle ci-dessous (en cas d'échec de téléchargement du modèle, veuillez

Information finale

actualiser la page Internet).

Compte-rendu de l'action subventionnée

La loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, rend obligatoire la transmission d'un compte-rendu à l'administration qui a versé la subvention dans les 6 mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée, y compris dans le cas où le renouvellement de la subvention n'est pas demandé.

Information importante

Vous avez opté pour une démarche dématérialisée. La validation du formulaire vaut signature.